



Libye: succès diplomatique à la conférence à Berlin?

Par [Olivier Renault](#)

Mondialisation.ca, 20 janvier 2020

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Jamais auparavant dans le conflit qui dure depuis huit ans, il n'a été possible d'engager tous les acteurs étrangers dans des accords obtenus dimanche à Berlin.

La France et l'Italie ont échoué à Paris et Palerme en 2018. Avant de convoquer le sommet, la diplomatie allemande a engagé les participants à une déclaration en 55 points lors de cinq cycles de négociations. Les participants au sommet se sont mis d'accord sur un armistice et un embargo sur les armes. Quiconque contrevient à cela devrait être sanctionné par les Nations Unies. Selon la diplomatie allemande, c'est un succès car «il n'y a aucune chance de trouver une solution militaire». Pour d'autres, cela repose sur du sable.

Merkel se tenait sur le tapis rouge devant la cour d'honneur de la chancellerie avec le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, comme dans un signe donné au monde que l'Allemagne doit bien finalement gagner sa place officielle à l'Onu, comme elle le souhaite puisque c'est elle – selon les médias allemands – qui aurait permis de réunir les acteurs de la question libyenne autour de la table des négociations même si le maréchal Khalifa Haftar et le chef du GNA Fayez al-Sarraj ne se sont pas rencontrés et n'étaient pas présents ensemble à cette table située dans la Chancellerie fédérale. Le but de la conférence était de stabiliser la scène du crime. «Je pense que l'on peut dire que cette conférence de Berlin en Libye a apporté une contribution importante au soutien des efforts de paix des Nations Unies», a déclaré Angela Merkel à la fin de la rencontre. C'est sous la surveillance de Mike Pompeo, le secrétaire d'État des États-Unis, que, selon la presse allemande, la réunion a eu lieu car «les Européens, dont l'Allemagne, ne devaient pas se faire avoir par la Russie et la Turquie» ce qui démontre bien que l'accord obtenu tient sur du sable.

La Chine, la France, la Russie, la Grande-Bretagne, les États-Unis en tant que cinq membres permanents du Conseil de sécurité, plus l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Italie, le Congo, la Turquie et l'Algérie étaient à la rencontre du «Processus de Berlin» plus la Ligue arabe, l'Union européenne et l'Union africaine. Les participants ont donné leur accord pour stopper l'ingérence étrangère dans les luttes internes libyennes afin que les armes et les fournitures de mercenaires soient coupées et que le mécanisme de stabilisation ait une chance.

Toutes les parties concernées ont leurs propres intérêts à cœur en Libye. Selon Andreas Dittmann, professeur de géographie et chercheur sur le développement à l'Université de Giessen, cité par la Deutsche Welle, «le GNA peut difficilement contrôler ses troupes alliées» et «bien que le GNA soit reconnu par la plupart des pays et les Nations Unies, il n'a pas été élu par les Libyens» puis ce dernier nous met en garde sur le fait qu' «une guerre européenne par procuration a également lieu en Libye» car, par exemple, la France et

l'Italie se disputent les exportations de pétrole libyen <https://allafrica.com/stories/202001150601.html> . [A cela s'ajoute les intérêts de la Russie, de la Turquie, des Etats-Unis ou de l'Allemagne sans parler du fait que la Tunisie](#) ou l'Iran n'étaient pas à la rencontre de Berlin. L'Algérie a reçu, comme la Tunisie, l'invitation officielle que deux jours avant ce qui montre à quel point Berlin déconsidère ces deux pays.

Pour le *Junge Freiheit*, les Européens ont raté le train: «Les discussions menées par Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, sur une force de l'UE pour superviser un cessez-le-feu et un embargo sur les armes sont les illusions habituelles et exagérées des technocrates qui travaillent dans les palais de verre de Bruxelles et de New York» (jungefreiheit.de). Angela Merkel a d'ailleurs déclaré à la fin de la rencontre : «Nous savons que, bien sûr, nous n'avons pas été en mesure de résoudre tous les problèmes en Libye aujourd'hui, ce n'est qu'un nouvel élan» (bundestkanzlerin.de). Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, a annoncé la tenue d'une prochaine conférence sur la Libye en début du mois de février.

Olivier Renault

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)

Copyright © [Olivier Renault](#), [Observateur continental](#), 2020

Articles Par : [Olivier Renault](#)

A propos :

Olivier Renault, journaliste. Il travaillé, entre autres, pour RUE89, Die Junge Freiheit, des sociétés de production à Berlin et Hambourg pour la télévision allemande...

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca